

Opposition municipale

Élu-e-s Malakoff Plurielle > 3 élu-e-s
Osez la transparence

Lors du dernier conseil municipal, nous avons voté une délibération concernant les subventions aux associations, cette fois classées, à notre demande, par thématique (culture, cadre de vie, sport/loisirs, solidarité, vie citoyenne). Il est dommage que le syndicalisme ou les associations liées à des partis politiques ne figurent pas dans ce classement. Dans cette nouvelle catégorie d'« associations marquées politiquement » figurerait en première place la Bourse du travail avec 37 000 euros, suivi par la CGT, CFDT et FO. La majorité a choisi de noyer ces subventions dans la rubrique « citoyenneté » préférant une nouvelle fois l'opacité à la transparence. De plus, à la lecture du dossier des demandes de subvention, j'ai été surpris par la description des activités de la Bourse du travail en 2023 qui fait état de son soutien massif aux manifestations contre la réforme des retraites. Je cite « 8 manifestations à Paris, 6 manifestations locales, 1 soirée de solidarité avec les grévistes, 1 conférence-débat, 1 meeting ». Nous avons rappelé à la majorité que le financement des activités politiques est interdit par la loi. Par le passé, la mairie n'hésitait pas à mettre à disposition des bus pour les grévistes ou inviter des syndicats au Conseil municipal pour s'exprimer sur le sujet des retraites. Plus fort encore, la Bourse du travail bénéficierait de 20 000 euros supplémentaires, prix remporté dans le cadre du budget participatif pour installer dans notre ville des personnages nous rappelant le passé révolutionnaire de Malakoff. Moi, qui pensais naïvement que le budget participatif était réservé aux citoyens ! Nous espérons que les usages changeront un jour à Malakoff. Ces pratiques désormais centennaires nous interrogent sur la manière dont la majorité conçoit son mandat, au service de tous les citoyens de notre ville. À défaut d'une réelle indépendance politique, nous serions tout de même en droit d'espérer un minimum de neutralité dans l'exercice des missions et surtout dans l'usage des deniers publics.

 **Olivier Rajzman**
Conseiller municipal
orajzman@yahoo.fr

Élu-e-s France insoumise et citoyen-ne-s > 3 élu-e-s
Lutter pour Malakoff !

Lors du dernier Conseil municipal nous avons proposé un vœu « contre la fermeture du centre de distribution de la Poste de Malakoff » voté à la majorité (malgré l'abstention de Renaissance, de Malakoff Plurielle, des amis de Valls et de certains élus PCF).
Après avoir fermé le bureau de Poste Barbusse, la Poste veut déménager les facteurs de Malakoff à Montrouge pour faire du profit. Cette décision impactera une fois de plus la qualité du service rendu aux usagers. Des facteurs qui auront un temps de trajet (du Centre de distribution au domicile de l'utilisateur) qui passera du simple au double et le risque d'accident augmentera. Que dire des usagers les moins mobiles et les plus

fragiles qui ne pourront plus aller faire leur réclamation courrier à Malakoff puisqu'ils devront se rendre à Montrouge.

Le problème va aussi se poser pour les entreprises et les commerçants de notre ville puisque cette fermeture entraînerait le déménagement du service carré pro à Montrouge.

Par ailleurs, nous avons voté pour un vœu demandant plus de moyens pour nos écoles, nous soutenons les parents qui se mobilisent dans nos collèges contre ce qu'Attal veut mettre en place à l'école publique le fameux « choc des savoirs » qui serait une régression de plus pour nos enfants. En matière d'éducation, nous sommes totalement opposés aux fermetures de classe que l'éducation nationale envisage à Guy-Môquet et Fernand-Léger.

Côté associations, comme nous l'avions demandé la majorité a augmenté le budget pour les associations (hors CCAS) initialement prévu au budget prévisionnel 2024, mais ce sont toujours 110 000 euros de moins que ce qui était versé jusqu'en 2022. Concernant la prime pouvoir d'achat pour les agents, grâce à notre combativité, elle sera versée aux agents pouvant en bénéficier, malheureusement la majorité municipale a décidé de ne verser que la moitié de ce que les agents auraient pu toucher.

 **Anthony Touilles**
Conseiller municipal
atouilles@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Renaissance Malakoff > 2 élus
L'éducation au cœur des priorités

Le classement PISA, test international de référence, mesure les compétences des élèves de 15 ans de l'OCDE en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en culture scientifique.

En 2023 notre pays se classe à la 23^e place du classement, confirmant la dégringolade des élèves français en math et en compréhension de l'écrit ainsi que la persistance des inégalités en milieu scolaire.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a fait de l'école SA PRIORITÉ : dédoublement des classes de CP dans le primaire ; renforcement des apprentissages pour mieux accompagner les élèves avant l'entrée en 6^e avec un accent mis sur l'écriture en classes de CM1 et de CM2 ; approfondissement en mathématiques ou en français pour les élèves les plus fragiles.

Pour la rentrée scolaire de septembre prévoit la mise en place des groupes de besoin en maths et français dans les classes de 6^e et 5^e. Cette réforme viendra soutenir les élèves les plus vulnérables dans ces deux matières fondamentales À Malakoff, majorité municipale en tête, on n'en veut pas !

Pour quels motifs ? « On va stigmatiser les élèves les plus fragiles... introduire un tri social au collège... ». Nous ne pouvons accepter ce procès d'intention, car c'est bien l'élève qui sera au cœur du nouveau dispositif ! Ces groupes de besoin seront constitués en fonction des besoins de l'élève, identifiés par le professeur. En fonction de leur progression, les élèves pourront passer d'un groupe à l'autre. Dans notre département, l'établissement Les Apprentis

d'Auteuil de Meudon l'expérimente avec succès auprès des classes de 3^e depuis 2021.

À ce stade, un seul objectif pour la majorité présidentielle : renforcer l'accompagnement des collégiens en difficulté afin d'éviter le décrochage scolaire, véritable fléau dont souffrent nos établissements.

 **Roger Pronesti**
Conseiller municipal
Renaissance.malakoff@gmail.com

Élu non inscrit - Malakoff Insoumise et Populaire > 1 élu
Nouvelle dégradation du service public postal !

Le 3 avril dernier, le Conseil municipal a adopté notre vœu en soutien aux postiers en grève la veille à l'appel de l'intersyndicale. Parmi leurs revendications, la fermeture de 5 centres de distribution dans le 92, dont celui de Malakoff. Cette réorganisation menace de nombreux emplois et rallonge le temps de trajet des agents. Elle va également forcer les usagers ayant un problème avec leurs colis à se déplacer à Montrouge, ce qui va pénaliser fortement les personnes âgées et handicapées.

Nous dénonçons cette nouvelle régression alors que l'austérité budgétaire et l'ouverture à la concurrence imposées par Bruxelles ont déjà poussé La Poste à fermer de nombreux bureaux (comme celui de Barbusse en 2019). Nous soutiendrons à Bruxelles l'arrêt du processus d'ouverture à la concurrence et défendrons à Paris un financement correct du service public !

Quand tout sera privé, on sera privé de tout !

 **Martin Vernant**
Conseiller municipal
mvernant@ville-malakoff.fr

Élu non inscrit - Malakoff citoyen > 1 élu
Les Malakoffiots ont peur

Les beaux jours pointent le bout de leur nez pour ce mois de mai qui s'annonce festif. Ils invitent aussi les Malakoffiots à se souvenir des grands moments : la fête du Travail, le 8 mai 1945 sont autant de victoires que les Français partagent tous ensemble. Alors que tous les citoyens aimeraient profiter des jours fériés, le contexte international, les menaces d'attentats continuent de peser sur tout notre pays ; le niveau du plan Vigipirate ayant été relevé, et à l'aube des JO, nos concitoyens doivent redoubler de vigilance. Nous lançons un appel à la prudence mais aussi à la sérénité. Il est encore temps de prendre des nouvelles de nos voisins, de veiller à la tranquillité de nos résidences et écoles, de maintenir et accentuer le dialogue social dans nos quartiers, de renforcer notre dynamisme culturel et économique. Mando : « Le Malakoff citoyen se tient à votre disposition. ».

 **Ange Stéphane Tauthui**
Conseiller municipal
stauthui@ville-malakoff.fr

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL
LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

Majorité municipale

Élu-e-s du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen-ne-s > 16 élu-e-s Protéger le droit au logement

L'accès au logement est une angoisse pour une part importante de la population, confrontée à la précarisation, la spéculation immobilière et au refus de nombreux-mes maires de respecter la loi SRU qui impose de disposer de 25 % de logements sociaux. D'autant que le gouvernement prévoit d'y intégrer le logement intermédiaire pour les communes de mauvaise volonté.

C'est pourquoi le groupe « Malakoff en commun, communiste et citoyen-ne-s » se félicite que la maire de Malakoff, Jacqueline Belhomme, ait signé, comme chaque année, un arrêté anti-mise à la rue pour les personnes de bonne foi. Il rappelle que le droit au logement est inscrit dans notre Constitution, et que l'État est responsable de l'hébergement d'urgence. Une responsabilité qu'il néglige, alors que la Fondation Abbé-Pierre démontre que le nombre de personnes mal-logées n'a jamais été aussi important.

Malakoff est fière de ses 42 % de logements sociaux. C'est le résultat d'une politique volontariste de longue haleine, qui fait de notre ville l'une des plus mixtes d'Île-de-France.

Le logement, ça se construit et ça se protège. Malakoff a déjà mis en place le permis de louer, pour protéger les locataires, et se concentre désormais sur les locations de courte durée, type AirBnB, dont le nombre explose. Moins de logements disponibles, cela veut dire des logements plus chers à la location ou à l'achat. Nous sommes heureux-ses que Malakoff soit la première ville du territoire à mettre en place le mécanisme de compensation : si un-e investisseur-se-r transforme un logement en location de courte durée (plus de cent vingt nuits par an), alors il-elle devra transformer une surface équivalente de commerce en logement. De plus, chaque location devra disposer d'un numéro d'enregistrement pour mesurer le phénomène. Une façon efficace de maîtriser le développement et de remettre des logements sur le marché.

C'est là une démonstration forte de la capacité de notre municipalité à être utile pour chacun-e !

 **Thomas François**

Conseiller municipal
tfrancois@ville-malakoff.fr

Non à l'homophobie et à la transphobie

Le 17 mai est une journée de sensibilisation et de prévention contre la violence sous toutes ses formes et en tous lieux (physique, psychologique, sexuelle, médicale, sociale, institutionnelle) envers l'homophobie, la transphobie et la biphobie. Ce principe de non-discrimination garanti par la Convention européenne des droits de l'homme est défendu fermement par les Écologistes.

Nous dénonçons toutes les actions homophobes et d'atteinte au genre qui malheureusement sont loin d'avoir disparu.

Nous nous réjouissons qu'à Malakoff, la Ville s'en-

gage dans la protection des droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. Ainsi, dès le début du mandat, le Centre municipal de santé a créé un poste de médecin référent-e pour l'accueil et le suivi des personnes transgenres. De même, nous travaillons avec plusieurs associations pour la défense des droits des personnes LGBTI.

Rappelons-nous, qu'en 1791, la France fut le premier pays au monde à abolir les infractions réprimant l'homosexualité, rétablies par le régime de Vichy en 1942.

Rappelons-nous les mots prononcés à l'Assemblée nationale le 20 décembre 1981 par Robert Badinter : « L'Assemblée sait d'ailleurs quel type de société dans l'histoire et aujourd'hui encore, toujours marquée par l'arbitraire, l'intolérance, le fanatisme ou le racisme, a constamment pratiqué la chasse à l'homosexualité. Il n'est que temps d'ailleurs, à cet égard, de prendre conscience de tout ce que la France doit aux homosexuels comme à tous ses autres citoyens, dans tant de domaines ». Malgré l'opposition de la droite, la loi Forni, portée par la rapporteure de la commission des lois, Gisèle Halimi, a été adoptée, le 27 juillet 1982. Elle abrogeait définitivement le « délit d'homosexualité » et mettait fin à quarante ans de stigmatisation des gays et des lesbiennes.

 **Bénédicte Ibos**

Adjointe à la maire, Ville et Genre
et adjointe du quartier nord
bibos@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Socialistes et apparenté-e-s > 4 élu-e-s

Pour une fiscalité juste !

En matière de finances publiques locales, la règle d'or est que les dépenses de fonctionnement ne doivent pas être payées par l'emprunt. En effet, le gouvernement demande à nouveau aux collectivités de diminuer leurs dépenses et prévoit de restreindre leur financement via la baisse de la dotation globale de fonctionnement, qui permet aux communes d'assurer des missions de services publics pour le compte de l'État.

Par ailleurs, on constate que, malgré les nombreuses coupes budgétaires mises en œuvre, en même temps qu'une politique de baisse de la fiscalité en faveur des plus aisés et des grandes entreprises, un dérapage budgétaire extrêmement conséquent se profile. Alors que le déficit prévisionnel pour l'année 2024 était de 4,4 %, il s'établirait désormais à 5,7 % du PIB, soit le plus haut niveau jamais connu par le pays en dehors des périodes de crise.

La macronie appelle à une nouvelle réduction des dépenses publiques, avec notamment le décret pris, sans discussion parlementaire et après le vote du budget, supprimant 10 milliards d'euros de dépenses en 2024, et annonce des orientations 2025 au détriment des investissements d'avenir et de la protection des plus fragiles en pénalisant les services publics locaux. Mais l'austérité n'est pas une fatalité !

Le Parti Socialiste tient à rappeler qu'à son arrivée au pouvoir, E. Macron a bénéficié d'un déficit se situant en dessous de 3 %, et qu'il doit assumer,

avec ses gouvernements successifs, la dégradation de la trajectoire budgétaire.

Nous appelons plus que jamais, à la taxation des superprofits et à l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes, à la remise à plat de notre modèle fiscal, très injuste qui ne parvient plus à répondre aux besoins de financement public. Le maintien des subventions est indispensable pour que les Malakoffiots puissent conserver un service public de proximité !

 **Antonio Oliveira**

Adjoint à la maire, à la Santé
et aux Finances locales
aoliveira@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Nouveau souffle > 2 élus

L'Europe en réponse

Les élections européennes approchent et c'est un grand rendez-vous pour la France, l'Europe et plus que jamais, face aux agressions du régime russe sur le continent et à la montée de ses affidés d'extrême-droite, pour la démocratie. Elle est aussi plus que jamais la condition de notre mobilisation collective pour la justice sociale et la transformation écologique.

L'Union européenne est bien plus qu'une simple alliance économique ou politique. C'est une réalité et un horizon fondamental qui incarne et garantit les valeurs et les réalités de paix, de prospérité, d'intégration et de solidarité entre États.

En Europe, aussi, un nouveau souffle est nécessaire. Le déficit démocratique et les tendances bureaucratiques, les politiques budgétaires restrictives qui pèsent sur les inégalités sociales et affaiblissent les services publics comme notre capacité à réagir face aux bouleversements écologiques, l'incapacité à élaborer une politique migratoire commune digne et efficace, l'obsession de la concurrence plutôt que de la justice sociale ne permettent pas encore de remplir pleinement la promesse européenne. Les politiques désormais conduites par le pouvoir en France dans ces domaines ne font qu'aggraver ces tendances.

Pour autant, l'Union européenne fait partie de la solution aux défis qui pèsent sur notre présent et notre avenir. Avec 450 millions d'habitants, un produit intérieur brut parmi les plus élevés du monde, devant la Chine et juste derrière les États-Unis, l'Union européenne doit pouvoir occuper une place prépondérante sur l'échiquier mondial au service de la sécurité, de la paix, de la justice sociale et de la transformation écologique.

C'est l'enjeu des élections européennes du 9 juin pour lesquelles notre soutien ira à celles et ceux qui œuvrent à une construction renforcée pour défendre la démocratie face à ses ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur

 **Loïc Courteille**

Conseiller municipal
lcourteille@ville-malakoff.fr